



**AVIS DE VACANCE POUR UN POSTE D'EXPERT NATIONAL DÉTACHÉ
POSTE PRIORITAIRE**

**LES DOSSIERS DE CANDIDATURES DOIVENT ÊTRE ADRESSÉS PAR LES ADMINISTRATIONS
GESTIONNAIRES*, AU PLUS TARD LE 19/07/2023, AU SGAE À
DOMINIQUE CHARNASSE, ADOJOINT AU CHEF DE BUREAU
DOMINIQUE.CHARNASSE@SGAE.GOUV.FR
SIMON LOREAL, ADOJOINT AU CHEF DE BUREAU
SIMON.LOREAL@SGAE.GOUV.FR**

**COPIE À DAVID SZWARCBERG, CHEF DU BUREAU « COORDINATION, COMMUNICATION, RELATIONS
PUBLIQUES, INFLUENCE »**

DAVID.SZWARCBERG@SGAE.GOUV.FR

*** TOUT DOSSIER DE CANDIDATURE ADRESSÉ DIRECTEMENT AU SGAE PAR LE CANDIDAT NE POURRA
ÊTRE RECEVABLE**

Intitulé du poste: (DG-DIR-UNITE)	RTD-B-1
Chef d'unité : Adresse e-mail : Téléphone : Poste	Pavel MISIGA Pavel.misiga@ec.europa.eu +3222994420 Analyse du processus de transition vers l'économie circulaire
Nombre de postes disponibles: Prise de fonction souhaitée : Durée initiale souhaitée : Lieu d'affectation :	1 2^{ème} trimestre 2023¹ 1 an¹ <input checked="" type="checkbox"/> Bruxelles <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Autre:
	<input checked="" type="checkbox"/> Avec indemnités <input type="checkbox"/> Sans frais
Cet avis est également ouvert	
<input type="checkbox"/> aux pays AELE suivants : <input type="checkbox"/> Islande <input type="checkbox"/> Liechtenstein <input type="checkbox"/> Norvège <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)	
<input type="checkbox"/> aux pays tiers suivants:	
<input type="checkbox"/> aux organisations intergouvernementales suivantes:	

1. Nature des fonctions

L'expert national détaché contribuera aux travaux de l'unité « **Économie circulaire et Systèmes biosourcés** » de la Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation. La tâche principale de l'unité est d'élaborer des documents de programmation (par exemple, le plan stratégique et les programmes de travail semestriels) pour le programme « Horizon Europe » pour la recherche et l'innovation. L'unité contribue également activement à l'élaboration de politiques dans le domaine de l'économie circulaire et de la bioéconomie.

¹ Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END).

L'expert national détaché analysera les obstacles et les lacunes dans le processus de transition vers l'économie circulaire et identifiera les besoins en matière de recherche et d'innovation pour surmonter ces obstacles et lacunes. Cela nécessite une bonne compréhension de la politique dans ce domaine, de la situation de l'économie de l'UE, des marchés, des facteurs technologiques et autres influençant le processus de transition. L'expert identifiera les actions de R&I et proposera des thèmes de R&I qui seront, après consultation des parties prenantes, inclus dans les **programmes de travail d'« Horizon Europe »**.

L'expert national détaché effectuera également différents types d'analyses politiques dans le but de contribuer aux initiatives politiques de la Commission européenne. Cela peut inclure la participation à divers groupes interservices thématiques, la contribution aux analyses d'impact pour les nouvelles initiatives, la formulation de suggestions rédactionnelles pour la communication et les propositions législatives. Les tâches peuvent inclure une analyse du portefeuille de projets de recherche passés ou en cours financés par des instruments de l'UE et extraire des informations et des recommandations pertinentes pour les politiques.

Dans le cadre de son travail, l'expert national détaché collaborera avec les collègues de son unité et d'autres unités de la Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation ainsi qu'avec d'autres services compétents de la Commission, avec les agences chargées de la mise en œuvre d'« Horizon Europe », l'Agence européenne pour l'environnement, la Banque européenne d'investissement et avec des organisations internationales telles que le UNEP et l'OCDE. L'expert interagira également avec les parties prenantes industrielles, par exemple les associations industrielles sectorielles et les organisations de la société civile.

2. Qualifications requises

a) Critères d'éligibilité

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- **Expérience professionnelle** : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- **Ancienneté de service** : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;
- **Compétences linguistiques** : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

b) Critères de sélection

Diplôme

- diplôme universitaire ou
- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent en matière des sciences naturelles, des sciences de l'environnement, ingénierie, économie, gestion d'entreprise, sciences politiques, administration publique ou droit.

Expérience professionnelle

Au moins l'un des éléments suivants, de préférence dans le domaine de l'économie circulaire, de la production et de la consommation durables, de la gestion des déchets ou de la politique industrielle:

- Analyse et formulation des politiques;

- Planification, organisation et mise en œuvre d'initiatives et d'instruments complexes de politique publique;
- La planification, le financement et l'évaluation de la recherche et de l'innovation;
- Communication avec les acteurs industriels et de la société civile.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Anglais.

3. Soumission des candidatures et procédure de sélection

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, ...). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

4. Conditions du détachement

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fautive pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l'Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l'obligation de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

5. Traitement des données à caractère personnel

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.B.1. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 7 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

Informations de contact

- Le contrôleur de données

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, unité HR.B.1, HR-B1-DPR@ec.europa.eu.

- Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données (DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données (edps@edps.europa.eu) (c'est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications de sécurité.